



En campagne

Notre solidarité avec le peuple grec et la campagne

La situation en Grèce s'est invitée dans la campagne électorale française et chaque candidat y va de sa solution.

Pour le NPA, celle-ci ne pourra venir que des mobilisations.

Le soulèvement du peuple grec contre le nouveau plan d'austérité que voudrait lui imposer la Troïka (FMI, BCE, Union européenne), est un cri de colère contre une politique aveugle et criminelle qui étrangle un pays, condamne sa population à la misère, à une terrible régression sociale alors que chacun sait que cette politique est une impasse. Elle peut, à court terme, sauver les profits des banques, mais, à très moyen terme, elle conduit à une banqueroute généralisée.

Sarkozy, avec Merkel, prétendait avoir sauvé l'Europe. Ils n'ont fait que contraindre Papandréou d'abord, le gouvernement d'union nationale qui a suivi sa démission, ensuite et, aujourd'hui, la majorité des députés grecs à l'infamie. Ils n'ont d'autre projet que d'étendre à toute l'Europe la politique qui a mis la Grèce à genoux.

Juppé s'est félicité : « le gouvernement et le Parlement [grecs] ont accepté ce plan de redressement... Et si le FN dénonce la politique « des candidats de la Troïka », c'est au nom d'une politique qui prétend rompre avec l'Europe pour imposer aux travailleurs, enfermés dans les frontières, une austérité drastique pour résoudre les déficits!

Hollande, quant à lui, ne voyait pas d'autre choix pour le Parlement grec que de se plier à la Troïka et reproche à Sarkozy et Merkel d'avoir « agi trop tard, trop faiblement sur le plan financier, et trop durement sur le plan économique et social ». « Il aurait fallu un plan massif dès le départ » et il demande des « réformes structurelles, notamment pour réguler le système financier [...] et pour trouver un juste chemin entre la réduction des déficits et le maintien de la croissance et de l'emploi ». Autant dire la même politique.

On ne peut que se féliciter du mouvement de solidarité qui a commencé à se développer. Nous nous y retrouvons au coude à coude avec le Front de Gauche. Nous partageons sa dénonciation de la politique de la Troïka, des plans d'austérité successifs imposés à la Grèce qui anticipent ce qui se prépare pour l'ensemble de l'Europe. Mais il est vain d'interpeller François Hollande en l'appelant à voter contre le mécanisme de stabilité que va mettre en place l'Union européenne ».

Il est pour le moins erroné de compter sur une nouvelle majorité parlementaire de gauche, y compris rééquilibrée, pour mettre un coup d'arrêt à la politique dictée par les banques et le patronat. C'est bien une des leçons de Grèce. La classe ouvrière, le peuple, ne peuvent compter sur les partis institutionnels, prisonniers de leurs arrangements de pouvoir comme de leurs privilèges. On ne peut répondre à la crise de la dette que par en bas, par des mesures radicales portées par les mobilisations. En priorité :

- un bouclier social qui protège réellement les travailleurs des conséquences de la crise, l'interdiction des licenciements et la répartition du travail, la hausse des salaires, pas de revenu inférieur à 1 600 euros net, associé au refus de payer les intérêts de la dette, à l'exigence d'un audit populaire et public en vue de son annulation.
- Liquider la dictature de l'oligarchie financière en expropriant les banques pour créer un service public bancaire unique afin d'assurer le financement de l'économie sous le contrôle de la population.
- Contre tout repli nationaliste, la perspective d'une autre Europe, un Europe de la solidarité et de la coopération, une Europe des travailleurs et des peuples.

La solidarité avec le peuple grec exige un programme politique qui réponde à ses propres intérêts comme à ceux de tous les peuples d'Europe. Porter ce programme est la raison d'être de notre campagne, ce qui la rend indispensable.

Yvan Lemaitre

Le Medef déclare sa flamme à Sarkozy

Laurence Parisot a exposé les demandes du Medef qui, par bien des aspects, rejoignent le programme de Sarkozy.

Mardi 14 février, jour de la Saint-Valentin, le Medef est entré en campagne en présentant ses desiderata pour le prochain quinquennat. Selon la patronne des patrons, Laurence Parisot, les entreprises ont besoin de « respirer », besoin de « nouveaux horizons, de nouvelles frontières, besoin de conquérir », afin de retrouver leur compétitivité. Et pour cela, la recette est sans ambiguïté : baisse des cotisations patronales, flexibilité accrue du travail, fin des 35 heures, recul de l'âge légal de départ à la retraite, toujours moins de fonctionnaires... En tout une vingtaine de propositions.

L'objectif affiché du Medef serait d'arriver à zéro déficit en 2015 et pour cela il faut donc faire deux fois plus d'économies sur les dépenses publiques mais sans augmenter les impôts : « Certaines niches fiscales doivent être supprimées, mais pas question de créer de nouvel impôt pour les entreprises et pour les particuliers », a prévenu Laurence Parisot. Réduire les dépenses publiques, cela veut dire, pour le Medef, en finir avec la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux... et mettre en place celle du non-remplacement de deux fonctionnaires sur trois. En cinq ans, Sarkozy a déjà supprimé 170 000 postes. Il y a fort à parier qu'il sera sensible à la sérénade du Medef sur ce sujet. Mais cela n'est toujours pas suffisant, il faudra aussi

reculer l'âge légal du départ à la retraite car selon Laurence Parisot : « 62 ans, ce n'est pas suffisant pour garantir notre régime ». « Une notion devrait rythmer la campagne, celle de l'employabilité compétitive » a-t-elle déclaré. Traduction officielle : donner à chaque salarié les compétences nécessaires pour s'adapter aux évolutions du marché de l'emploi, passer d'un métier à un autre au sein de son entreprise. En clair, développer la flexibilité et la précarité et en finir avec les garanties pour les salariéEs qui existent encore dans le code du travail. Le Medef appelle de ses vœux une grande réforme de la formation professionnelle. Sa proposition : plus les entreprises investissent dans des formations, plus leurs cotisations pour l'assurance chômage baisseront. Il s'agit également de supprimer la taxe sur la formation professionnelle. Le Medef propose aussi de rendre dégressives les indemnités chômage dans le temps pour « renforcer la caractère incitatif du retour à l'emploi ». Deux thèmes – la formation et les indemnités chômage – que le candidat Sarkozy a d'ores et déjà repris. Autre solution au service de la compétitivité : la fixation de la durée effective du travail devrait relever exclusivement de l'accord collectif, ou à défaut du contrat de travail. On en revient aux accords compétitivité-emploi du gouvernement annoncés



par Sarkozy, il y a quelques semaines. Avec, en filigrane, la volonté de briser les 35 heures.

Ces desiderata sont d'ores et déjà défendus par le candidat Sarkozy qui s'est fait depuis un quinquennat le plus fidèle des serveurs. À nous de leur dire « de l'air, dégagez »!

Sandra Demarcq

HOLLANDE ET LES COMMUNISTES Je t'aime... moi non plus

Dans une interview donnée au journal anglais *The Guardian*, le candidat du PS a déclaré au détour d'une phrase qu'« aujourd'hui il n'y a pas de communiste en France », provoquant un tollé du côté de Mélenchon et du PCF. Le retour de boomerang ne s'est donc pas fait attendre. Mélenchon, « le candidat des communistes » comme il le dit lui-même, a dénoncé une « attitude hautaine insupportable ». Parlant de « grosse bêtise », Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a rappelé à Hollande qu'« il n'y a pas de victoire possible sans le PCF et le Front de Gauche ». Et plus si affinité?

Cette tempête dans un verre d'eau ne doit pas faire oublier le sens profond de l'interview

au *Guardian* par Hollande, l'auto-proclamé ennemi de la finance... venu faire allégeance à la City londonienne. Car la suite de l'interview vaut vraiment le détour : « La gauche a gouverné pendant quinze ans, pendant lesquels elle a libéralisé l'économie et ouvert les marchés à la finance et à la privatisation. Il n'y a pas de crainte à avoir ». Au-delà des discours ronflants et dans le droit fil de ses 60 engagements pour la France, Hollande a une fois de plus confirmé l'adaptation des socialistes français au libéralisme financier.

Mais c'est aussi une pierre dans le jardin du Front de Gauche qui n'a pas clarifié sa feuille de route en cas de victoire de Hollande au mois de mai. Les réactions

outrées des uns et des autres masquent mal que la question d'une éventuelle participation gouvernementale n'est pas réglée par le « programme partagé » du Front de Gauche, en particulier du côté du PCF où l'on dit tout et son contraire sur cette question centrale.

En guise d'excuses, Hollande a rappelé son respect pour les communistes et le Front de Gauche et a dit qu'il souhaitait « un rassemblement de la gauche avec toutes ses sensibilités ». Pierre Laurent s'est félicité de cette correction, Mélenchon a déclaré que « l'incident [était] clos ». Certes, mais la question du rapport au Parti socialiste reste posée...

Manu Bichindaritz

Grève des factrices et facteurs de Pessac



(DR)

À l'heure où nous écrivons, les factrices et facteurs de Pessac en sont à leur 8^e jour de grève. Comme ceux de Nanterre, Vanves et Malakoff, ils refusent la réorganisation que La Poste veut leur imposer. Une réorganisation qui touche les bureaux les uns après les autres.

La direction prétexte une baisse de trafic et la mécanisation partielle du tri pour tenter de supprimer trois tournées. Les facteurs le contestent d'autant plus que, d'ici fin 2012, la commune va avoir 2 800 logements supplémentaires.

Pour faire connaître leur mouvement, les facteurs sont allés sur le marché dimanche. Ils y ont reçu nombre d'encouragements (il y avait parfois la queue pour signer la pétition), en particulier de salariés d'autres secteurs en proie à une même logique : enseignants Rased, collègues de France Télécom, etc. Avec, au sein des échanges, le besoin d'unifier les luttes pour renverser les choses. L'accueil de la population renforce le sentiment de légitimité. Tout comme les soutiens politiques : ceux bien sûr des élus municipaux NPA et PCF, de militants du POI mais aussi (après plusieurs sollicitations) ceux du député et du maire PS, d'élus EELV. Et c'est un accueil chaleureux que les grévistes ont réservé à Philippe Poutou, invité au piquet lundi 20... d'autant que, du coup, les télé ont fait le déplacement.

Comme disait un gréviste : « alors que notre directeur cherche à nous humilier en nous disant qu'on est de « simples distributeurs de courrier » toute cette solidarité, ça change tout »!

Isabelle Ufferte

Vous avez dit « Compétitivité » ?

Contrairement à la propagande du président et des patrons, la moindre compétitivité française par rapport à l'Allemagne, n'est pas due à un « coût » du travail plus élevé.

Plusieurs fois, lors de son intervention télévisée de la fin janvier, Nicolas Sarkozy s'est référé au « manque de compétitivité » de la France par rapport à sa référence du jour, l'Allemagne.

L'affirmation était aussi péremptoire que la notion était floue. Un écart de salaire entre les travailleurs français et leurs homologues d'outre-Rhin serait à l'origine de la perte de parts de marché de l'industrie hexagonale par rapport à son principal partenaire.

La différence de rémunérations

Certes sur l'ensemble de l'économie la différence de salaire citée peut apparaître significative (31,50 euros de l'heure en France contre 28,90 en Allemagne), mais si l'on se réfère au seul secteur industriel, la rémunération de l'heure de travail serait de 33,16 euros contre 33,37 de l'heure chez nos voisins. Le différentiel global s'explique principalement par le fait que dans le secteur des services les rémunérations sont nettement plus basses en Allemagne. Le hic est que les exportations portent nettement plus sur les produits manufacturés que sur les services qui restent localisés. La perte de parts de marché en ce domaine ne peut résulter du seul effet de salaires plus élevés dans un pays.

L'évaluation de la « compétitivité » suppose à la fois la prise en compte du salaire du producteur et de ce qu'il produit. La France et l'Allemagne ayant des coûts salariaux similaires, l'explication est ailleurs.

Une production différente

La comparaison globale des coûts salariaux n'a pas grand sens si l'on ne tient pas compte notamment des qualifications rémunérées. Comme le souligne P. Artus¹ « Si ces pays montent en gamme de production, il est normal que les prix et les salaires augmentent ».

Or, la comparaison entre la France et l'Allemagne sur ce point fait apparaître que l'industrie française est nettement plus polarisée que celle de notre

voisin ce qui ne peut pas être sans effet sur la structure globale des rémunérations.

Une énigme: la baisse de la compétitivité française

Depuis 2002, l'industrie Française perd des parts de marchés alors que qu'elle bénéficie d'une compétitivité-coût stable. Il convient donc d'intégrer d'autres éléments tels que la recherche et développement et le positionnement sur le marché mondial. Concernant la R&D, la différence entre la France et l'Allemagne est significative, si nous sommes plus orientés vers la recherche fondamentale, l'Allemagne l'est plus fortement sur la recherche industrielle appliquée :

Éléments	Allemagne	France
% du PIB en R&D	2,60%	2,1%
Dont en entreprise	1,83%	1,32%
Chercheurs pour 10000 emplois	44,01	45,60
Brevets par million d'habitants	74,59	40,40

L'autre élément à prendre en compte est le fait que 12% des entreprises allemandes soient exportatrices contre seulement 6% pour celles de l'Hexagone.

Un mythe: la différence des prélèvements obligatoires

Selon un rapport de la Cour des comptes³, le niveau de la dépense publique par rapport au PIB est effectivement plus élevé en France qu'en Allemagne (39,4% contre 43,2%), mais c'est pour souligner que le périmètre des éléments pris en compte n'était pas le même et que le calcul n'était pas identique dans tous les domaines. Ainsi les plus hauts salaires, les travailleurs indépendants et les hauts fonctionnaires, dont le salaire mensuel brut

est supérieur à 4050 euros par mois, peuvent ne pas cotiser au système public de sécurité sociale mais à un système entièrement privé. Cela concerne 8,8 millions de personnes, soit environ 11% des assurés potentiels.

En ce qui concerne ce que l'on peut considérer comme les prélèvements sociaux, le périmètre est différent puisqu'en France, ils incluent notamment la Taxe sur les salaires. Cette dernière ne constitue en rien un prélèvement social, mais un impôt payé par les entreprises qui ne relèvent pas de la TVA. En revanche, la forme des prélèvements sur les salaires est très différente dans les deux pays et leur répartition fait apparaître, qu'en Allemagne, ils portent directement sur les salariés et non qu'ils sont significativement moindres.

Prélèvements	Allemagne	France
Directs	29,3%	27,6%
Indirects	33,6%	35,0%
Cotisations sociales	36,4%	37,6%

Ces quelques éléments soulignent bien que :

- La comparaison entre la France et l'Allemagne n'est pas aisée car le cadre juridique et institutionnel n'est pas le même,
- Que ce n'est en aucun cas la différence de rémunération, y compris les éléments indirects, qui explique l'écart constaté au cours de ces dernières années sur les marchés où les deux capitalismes se trouvaient en concurrence.

Louis Adam

1. Flash Économie avril 2010: « Ya-t-il vraiment un problème de compétitivité - coût dans les pays d'Europe du Sud ? »
2. Flash Économie avril 2011: « L'évolution des parts de marchés intra-UE n'a rien à voir avec la compétitivité coûts ».
3. Les prélèvements fiscaux et sociaux en France et en Allemagne mars 2011.

1, 2, 3, nous irons au bois...

Vendredi 17 février, Philippe Poutou arrive à l'aéroport de Nice. C'est un bel après-midi ensoleillé, le temps idéal pour une petite ballade en forêt !

Nous prenons donc la direction de Carros et de son parc forestier. Là-bas, nous avons rendez-vous avec deux employés de l'Office nationale des forêts (ONF). Depuis 2008, les salariéEs de cet établissement public sont mobiliséEs pour dénoncer une gestion de leur outil de travail qui menace l'équilibre de la forêt française.

Emmanuel Joyeux et Stéphane Lévêque nous entraînent sur le parcours de découverte de la botanique dont ils assurent l'aménagement et l'entretien. Au milieu des pins et des arbousiers, ces deux forestiers nous expliquent leur mission et nous font part de leurs inquiétudes quant à l'avenir. L'ONF gère les forêts publiques (1,8 million d'ha pour l'État et 2,8 millions d'ha pour les collectivités), soit 27% de la surface boisée française. Son action s'articule normalement autour de trois fonctions :

- environnementale (biodiversité, protection des sols, fixation du CO₂),

- sociale (accueil du public, protection et récréation des paysages),
- économique (récolte des bois).

Or, depuis quelques années, au nom de la rentabilité, l'accent est surtout mis sur la production de bois au détriment des deux autres fonctions. Cette politique de commercialisation à outrance entraîne de fait la disparition du métier de garde forestier. La règle de la RGPP, avec le non-remplacement d'un départ sur deux à la retraite, détruit 100 emplois par an. 28 sites ont disparu, les personnels sont de plus en plus isolés et, depuis 2005, on déplore 25 suicides dont 6 l'été dernier.

En se désengageant toujours plus, l'État prépare la délégation du service public de la forêt aux intérêts du privé. À terme, ce sera la fin du service public forestier. Alors comme les 9 500 salariéEs (6 400 fonctionnaires et 3 100 ouvriers sous contrat de droit privé) de l'ONF, posons-nous cette question : quelle forêt pour nos enfants ?

Philippe apporte aux forestiers le soutien du NPA dans leur lutte et promet de suivre le dossier. À 16 heures, nous reprenons la direction de Nice où doit se tenir la conférence de presse, suivie de la réunion publique.

4, 5, 6, NOUS NE PAIERONS PAS LEUR CRISE!

La réunion publique avec Philippe Poutou s'est tenue à Nice devant un peu plus de 70 personnes.

Un camarade a d'abord rappelé la situation locale : les Alpes-Maritimes sont le « fief » de la droite, de la droite dure : les Estrosi, Lucca, Ciotti... De ceux qui font rimer ordre moral, racisme, homophobie avec régression sociale, démocratique et écologique.

Une militante du NPA jeunes a ensuite présenté la situation de la jeunesse : une génération de plus



MEETINGS AVEC PHILIPPE POUTOU

Mardi 28 février Brest.

Réunion publique à 20h30, salle des syndicats, rue de l'Observatoire.

Vendredi 2 mars Perpignan.

Réunion publique à 20 heures, salle des Libertés 3, rue Bartissol.

Mardi 6 mars Nancy.

Réunion publique à 20 heures, salle Raugraff 13, rue des Ponts.

Vendredi 9 mars Nîmes.

Réunion publique à 19h30, Centre Pablo-Neruda, place Hubert-Rouger.

Mardi 13 mars Chambéry.

Réunion publique à 18h30, Espace Pierre-Cot, quai des Allobroges.

MEETINGS AVEC CHRISTINE POUPIN

Vendredi 2 mars Angers.

Buffet du NPA 49 et rencontre avec Christine Poupin 19 heures (Inscription buffet auprès des militants ou par mail à npa49@yahoo.fr). Entrée libre, salle Paul-Bert, 12 rue d'Assas.

Jeudi 8 mars Cherbourg-Octeville.

Réunion publique à 20 heures Complexe Chantereyne.

Vendredi 9 mars Saint-Brieuc.

Réunion publique à 20h30, Maison du temps-libre rue du Maréchal-Foch.

MEETINGS AVEC OLIVIER BESANCENOT

Mardi 6 mars Cahors.

Réunion publique à 20h30 Salle Mémoire du 20^e Siècle - Terre Rouge.

Jeudi 8 mars Montluçon.

Réunion publique à 20 heures Édifice communal, Maison des syndicats, place Jean-Dormoy, avenue de la République.

Vendredi 9 mars Montreuil.

Réunion publique à 20 heures, école Kergomard, 34 rue Robespierre (M^o Robespierre).

MÉDIAS

Samedi 25 février, Philippe Poutou sur France 2, On n'est pas couché, à partir de 22h55.

Dimanche 26 février, Olivier Besancenot sur Canal+,

Dimanche + à 12h45.

À SUIVRE SUR
www.poutou2012.org